



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 10 mai 2016 — N° 169

Treize heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Soulanges sur le sujet suivant : *Le Défi Tri-O-Lacs.*
- Le député de Rimouski sur le sujet suivant : *Félicitations au Groupe Lebel pour ses soixante ans d'existence.*
- La députée d'Anjou–Louis-Riel sur le sujet suivant : *Souligner le 35^e anniversaire du Bel Âge d'Anjou.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Un premier Rendez-vous nature à Mascouche.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Souligner la contribution et le travail des bénévoles de l'organisme Entre Parents de Montréal-Nord dans le cadre de la Semaine de l'action bénévole.*
- La députée de Taillon sur le sujet suivant : *Conseil canadien des aveugles de Longueuil.*
- Le député de Nelligan sur le sujet suivant : *Souligner la Journée internationale de la Croix-Rouge.*
- La députée de Saint-Hyacinthe sur le sujet suivant : *Félicitations aux participants et organisateurs de la 5^e édition de Primaire en spectacle de Saint-Hyacinthe.*
- Le député de Laurier-Dorion sur le sujet suivant : *Souligner le départ à la retraite de Mme Marcelle Bastien, directrice générale du Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse.*
- La députée de Gatineau sur le sujet suivant : *Hommage à M. Réjean Lafrenière.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
- 3) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**

- 4) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**

- 6) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**

- 7) Projet de loi n° 64
Loi sur l'immatriculation des armes à feu
Présenté par le ministre de la Sécurité publique suppléant le 3 décembre 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **13 avril 2016**

- 8) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 9) Projet de loi n° 79
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 10) Projet de loi n° 81**
Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 24 novembre 2015
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **15 mars 2016**
- 11) Projet de loi n° 85**
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**
- 12) Projet de loi n° 86**
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 13) Projet de loi n° 92**
Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **6 avril 2016**

Étude détaillée en commission

- 14) Projet de loi n° 59**
Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 septembre 2015
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 15) Projet de loi n° 70**
Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 10 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 18 février 2016
Principe adopté le **10 mars 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 16) Projet de loi n° 74**
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015
Présenté par le ministre des Finances le 12 novembre 2015
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 17) Projet de loi n° 75**
Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 11 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 23 février 2016
Principe adopté le **12 avril 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 18) Projet de loi n° 76**
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Transports le 12 novembre 2015
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 27 novembre 2015
Principe adopté le **1^{er} décembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

- 19) Projet de loi n° 83**
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 1^{er} décembre 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 8 mars 2016
Principe adopté le **15 mars 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 20) Projet de loi n° 87**
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 2 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2016
Principe adopté le **18 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 21) Projet de loi n° 88**
Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales
Présenté par le ministre des Finances le 3 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 18 février 2016
Principe adopté le **12 avril 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 22) Projet de loi n° 94**
Loi autorisant la conclusion de conventions collectives d'une durée supérieure à trois ans dans les secteurs public et parapublic
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 19 avril 2016
Principe adopté le **27 avril 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 23) Projet de loi n° 82
Loi proclamant le Jour commémoratif des crimes contre l'humanité commis au Cambodge de 1975 à 1979
Présenté par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
27 novembre 2015
Principe adopté le 4 décembre 2015
Rapport de la commission plénière adopté le **4 décembre 2015**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 24) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 25) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 26) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 27) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 28) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

- 29) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 30) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d’approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 31) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement afin d’affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 32) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 33) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d’infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 34) Projet de loi n° 395
Loi sur l’observateur de l’intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 35) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 36) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 37) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l’Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

- 38) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 39) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 40) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 41) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 42) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 43) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 44) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 45) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**

- 46) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 47) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 48) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 49) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 50) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 51) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 52) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**
- 53) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**

Étude détaillée en commission

- 54)** Projet de loi n° 492
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés
Présenté par la députée de Gouin le 21 mai 2015
Principe adopté le 4 juin 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations)
déposé le **23 septembre 2015**

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 55)** Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 56)** Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 57)** Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 58)** Projet de loi n° 212
Loi concernant la Ville de Saguenay
Présenté par le député de Dubuc le **28 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 59)** Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond-Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 60)** Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel
Présenté par le député de Richelieu le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 61)** 16 février 2016
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Corée, signée à Québec le 24 novembre 2015.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 26 février 2016.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère de la Sécurité publique.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie du logement.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion 2014-2015 et sur ses engagements financiers.
- Audition de la Régie de l'assurance maladie sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2015, intitulé « Rémunération des médecins : administration et contrôle ».
- Audition sur le rapport de vérification particulière du Vérificateur général intitulé « Contrats en technologies de l'information ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 5 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2011, intitulé « Services de garde éducatifs à l'enfance : qualité, performance et reddition de comptes ».
- Audition en suivi du chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.
- Audition sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère des Transports du Québec et en suivi du chapitre 5 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2015, intitulé « Réseau routier : inspection et planification de l'entretien des structures ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 83**, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique (mandat confié le 15 mars 2016).
- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 212**, Loi concernant la Ville de Saguenay (mandat confié le 28 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 492**, Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés (mandat confié le 4 juin 2015).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat réglementaire

Interpellation :

- Du député de Lac-Saint-Jean au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport sur le sujet suivant : *L'improvisation et les coupes du gouvernement libéral en éducation, et son absence de vision en matière de réussite scolaire* (avis donné le 28 avril 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 70**, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (mandat confié le 10 mars 2016).
- **Projet de loi n° 75**, Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 12 avril 2016).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 74**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 (mandat confié le 19 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 87**, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 18 février 2016).
- **Projet de loi n° 88**, Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales (mandat confié le 12 avril 2016).
- **Projet de loi n° 94**, Loi autorisant la conclusion de conventions collectives d'une durée supérieure à trois ans dans les secteurs public et parapublic (mandat confié le 27 avril 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes (mandat confié le 19 novembre 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 92**, Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 14 avril 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 76**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal (mandat confié le 1^{er} décembre 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 181) M. Traversy (Terrebonne) – **10 mai 2016**
Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Le 6 mai 2015, lors de l'étape de l'adoption du projet de loi 32, Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques justifiait le report de deux ans (au 24 avril 2017) de l'adoption d'un cadre légal et réglementaire concernant les milieux humides de la manière suivante :

« [...] Nous espérons être en mesure de déposer un projet de loi l'automne prochain qui va moderniser véritablement le régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement et, par le fait même, avoir un effet bénéfique sur la protection des milieux humides.

[...] Nous avons déjà commencé le travail pour en venir à un projet de loi sur la protection des milieux humides, mais nous croyons que nous devons intégrer tous les éléments nécessaires à avoir un régime complet, un régime qui tiendra compte des préoccupations du monde agricole, un régime qui tiendra compte des préoccupations du milieu forestier, un régime qui tiendra compte des préoccupations du monde des transports, Monsieur le Président, et surtout un régime qui tiendra compte également des préoccupations du monde municipal.

[...] Or, dans le cadre de ce travail-là, qui va s'échelonner sur plusieurs années, il y aura un vaste chantier sur l'environnement. Il est important d'intégrer les préoccupations du monde municipal, qui est souvent aux prises avec la question de protection des milieux humides. Il est important de travailler en collaboration et d'intégrer la démarche entreprise par le ministre des Affaires municipales à notre réflexion et, ultimement, au produit final, qui sera un projet de loi sur la protection des milieux humides. »

Or, plus d'un an après l'entrée en vigueur de la loi 32, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques n'a toujours pas déposé de projet de loi donnant suite au Livre vert sur la réforme du régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement. Il n'a pas non plus pris de nouvel engagement quant à un éventuel nouvel échéancier.

Le 19 avril 2016, lors de l'étude des crédits 2016-2017, le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire s'est fait questionner sur l'état d'avancement des travaux à l'égard du régime d'autorisation pour les milieux humides. Le ministre a confirmé qu'aucun avancement n'avait été fait depuis un an et qu'aucun suivi n'avait été donné à la loi 32, et ce, à un an de l'échéancier du 24 avril 2017.

Compte tenu des pertes majeures de milieux humides dans la vallée du Saint-Laurent et de l'importance de protéger ces milieux naturels dans une perspective de préservation de la biodiversité, de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci, l'adoption d'un cadre légal et réglementaire est capitale et requiert, de la part des deux ministres, des clarifications et des engagements quant à la probabilité de respecter l'échéancier du 24 avril 2017.

- Est-ce que le ministre peut renouveler son engagement du 6 mai 2015 pour que soit adopté un cadre légal et réglementaire concernant les milieux humides avant le 24 avril 2017?
- Est-ce que le ministre peut renouveler son engagement du 6 mai 2015 et agir de façon concomitante du dépôt d'un projet de loi sur la réforme du régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement avant le 24 avril 2017?

182) M. Traversy (Terrebonne) – **10 mai 2016**

Au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Le 6 mai 2015, lors de l'étape de l'adoption du projet de loi 32, Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques justifiait le report de deux ans (au 24 avril 2017) de l'adoption d'un cadre légal et réglementaire concernant les milieux humides de la manière suivante :

« [...] Nous espérons être en mesure de déposer un projet de loi l'automne prochain qui va moderniser véritablement le régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement et, par le fait même, avoir un effet bénéfique sur la protection des milieux humides.

[...] Nous avons déjà commencé le travail pour en venir à un projet de loi sur la protection des milieux humides, mais nous croyons que nous devons intégrer tous les éléments nécessaires à avoir un régime complet, un régime qui tiendra compte des préoccupations du monde agricole, un régime qui tiendra compte des préoccupations du milieu forestier, un régime qui tiendra compte des préoccupations du monde des transports, Monsieur le Président, et surtout un régime qui tiendra compte également des préoccupations du monde municipal.

[...] Or, dans le cadre de ce travail-là, qui va s'échelonner sur plusieurs années, il y aura un vaste chantier sur l'environnement. Il est important d'intégrer les préoccupations du monde municipal, qui est souvent aux prises avec la question de protection des milieux humides. Il est important de travailler en collaboration et d'intégrer la démarche entreprise par le ministre des Affaires municipales à notre réflexion et, ultimement, au produit final, qui sera un projet de loi sur la protection des milieux humides. »

Or, plus d'un an après l'entrée en vigueur de la loi 32, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques n'a toujours pas déposé de projet de loi donnant suite au Livre vert sur la réforme du régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement. Il n'a pas non plus pris de nouvel engagement quant à un éventuel nouvel échéancier.

Le 19 avril 2016, lors de l'étude des crédits 2016-2017, le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire s'est fait questionner sur l'état d'avancement des travaux à l'égard du régime d'autorisation pour les milieux humides. Le ministre a confirmé qu'aucun avancement n'avait été fait depuis un an et qu'aucun suivi n'avait été donné à la loi 32, et ce, à un an de l'échéancier du 24 avril 2017.

Compte tenu des pertes majeures de milieux humides dans la vallée du Saint-Laurent et de l'importance de protéger ces milieux naturels dans une perspective de préservation de la biodiversité, de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci, l'adoption d'un cadre légal et réglementaire est capitale et requiert, de la part des deux ministres, des clarifications et des engagements quant à la probabilité de respecter l'échéancier du 24 avril 2017.

- Est-ce que le ministre a transmis à son collègue de l'Environnement les observations et recommandations du monde municipal et de son ministère pour donner suite à la loi 32? Sinon, quel est son échéancier?
- Est-ce que le ministre peut rendre publics les résultats obtenus par le chantier sur l'environnement de la réforme du monde municipal, et ce, à l'égard de la protection des milieux humides?

183) M. Traversy (Terrebonne) – **10 mai 2016**

Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Depuis 2001-2002, les rapports annuels de gestion de votre ministère sont normalisés et le chapitre 3, « Utilisation des ressources », contient les données sur les ressources humaines, budgétaires et financières de l'année.

Toutefois, il est impossible d'établir avec précision l'évolution du budget de votre ministère. En effet, les ajouts et retraits de secteurs sous la responsabilité de votre ministère rendent l'exercice de compilation comptable hasardeux, voire impossible. Le transfert au MFFP des activités fauniques et des parcs est la dernière illustration de ce genre. Il est nécessaire de rendre la comparaison significative.

C'est d'autant plus vrai que le ministère a ajouté à sa mission originelle de protection de l'environnement celles du développement durable, de la préservation de la biodiversité et de la lutte contre les changements climatiques.

En somme, une compilation détaillée de l'évolution du budget ministériel depuis 10 ans est nécessaire. La direction du budget de votre ministère est sûrement en mesure de produire les tableaux qui permettent d'éclairer les citoyens et les élus sur l'évolution à long terme des ressources humaines, budgétaires et financières de votre ministère.

- Le MDDELCC peut-il rendre publique une compilation détaillée et comparable des ressources humaines, budgétaires et financières des 10 dernières années?
- Le MDDELCC peut-il faire les ajustements nécessaires dans le prochain rapport annuel de gestion?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa)** Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel – *ministre de la Justice*
- bb)** Loi modifiant certaines lois instituant des régimes de retraite applicables aux employés du secteur public – *ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor*
- cc)** Loi donnant suite aux recommandations de la Commission Charbonneau en matière de financement politique – *ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques*
- dd)** Loi concernant la Ville de Chibougamau – *député d'Ungava*